

Bilan de l'année 1997/98 de l'AGER-UNEF

Le bilan de cette année passée consiste à revenir sur la situation universitaire de oct. 97 à nov. 98 mais aussi sur le bilan de notre activité syndicale locale et nationale en réponse à la situation. Travailler sur le bilan, lire, amender permet de mieux appréhender les réalités du syndicat et de renouveler ou pas les activités décidées l'année dernière en fonction de cette réflexion. C'est un moment privilégié de formation pour les nouveaux adhérents.

L'année universitaire a été rythmée en 97/98 par de multiples activités pour le syndicat. Le nouveau gouvernement a fait le choix de poursuivre la politique de Bayrou. Il n'a pas augmenté le budget, a poursuivi la réforme en terme de semestrialisation, semestre de réorientation-bidon, etc... La réforme Bayrou devient celle de Bayrou - Allègre.

En effet, la poursuite de l'application de la réforme Bayrou pour l'ensemble de l'Université a eu pour conséquences des dysfonctionnements dans beaucoup d'UFR avec parfois des mobilisations partielles des étudiants. C'est aussi notre activité sur l'aide sociale qui a occupé une grande partie de notre année.

Plus généralement, l'année a été marquée par un recul des ripostes étudiantes face aux réformes et à la sélection par le fric. Ce contexte d'absence de lutte généralisée a certainement pesé sur le fonctionnement du syndicat localement affaibli par le départ de la fac de la majorité des anciens camarades.

1 - Nos axes de bataille et bilan de notre activité en 97/98

Notre activité a donc été très morcelée et multiple.

A - Les mobilisations étudiantes

LES IUT : L'année 97/98 a commencé par de nombreuses mobilisations à travers toute la France des IUT. Ils réagissaient à la mise en place d'une réforme de l'accès à l'IUT. Il s'agissait d'introduire une disparité entre les bacs généraux et les bacs professionnels à favoriser selon Allègre pour l'entrée en IUT.

Localement, l'émergence de la lutte des IUT était très intéressante. Pour la première, l'AGER-UNEF a pu intervenir directement dans la mobilisation d'IUT grâce à la présence de camarades à Rouen en IUT et le lien avec une camarade de l'IUT du Havre. Cependant, l'absence de tradition de présence syndicale sur les IUT, la méconnaissance que nous avons, malgré des adhérents iutiens, de cette filière a freiné notre intervention.

Ce sont aussi des positionnements corporatistes et antisyndicaux d'une partie des enseignants de l'IUT et des étudiants de l'asso. de l'IUT qui sont apparus dans la lutte. Notre intervention syndicale, en dehors des adhérents de l'IUT investis, a consisté en l'information des étudiants des UFR sur l'existence d'une grève et son

explication par voie d'affiches. Nationalement, l'UNEF n'a pas su peser et servir de relais national aux camarades iutiens en lutte dans plusieurs facs.

Une coordination nationale des IUT s'est organisée. Très divisée et corporatiste, elle n'a pu peser dans le sens d'un retrait total clair de cette réforme. Le gouvernement a un peu reculé, mais aucune garantie pour l'avenir n'existe.

LES STAPS : La filière est toujours en pleine expansion. Pour cette raison et parce que le budget ne suit pas, les cours ont commencé très en retard faute d'amphis dignes de ce nom pour les cours magistraux. Ayant des adhérents débordés, nous n'avons pas pu intervenir directement dans la mobilisation mais nous avons relayé cette lutte et sommes intervenus dans l'UFR avec des tracts et des tables en début d'année seulement.

B - La réforme Bayrou

Dès la session de sept.97, des problèmes inhérents à l'application de la réforme Bayrou se sont posés en UFR des lettres et sc. humaines. Les secrétariats de chaque département ont dû appliquer dans l'urgence de nouvelles modalités de contrôle des connaissances. Ceci a entraîné des difficultés d'organisation des partiels de janvier 98. Certains n'ont été communiqués seulement 3 semaines avant le début des exams. La communication légale doit être effectuée au plus tard un mois après la rentrée universitaire !

A ceci s'ajoutaient, dans certains départements, des problèmes spécifiques hétérogènes :

- les problèmes de sélection à l'oral par un système d'admission / admissibilité en anglais

- le problème des saccages aux examens avec comme en géo 0% de réussite à un module en sept 97.

- la perte de certaines copies d'histoire

La mise en place de la semestrialisation en sept.98 a de nombreuses conséquences.

- Les chevauchements de cours dans un grand nombre de départements !

- la remise en cause de fait du statut salarié par l'obligation de participer aux deux sessions terminales en janvier et juin.

- Les étudiants de STAPS en sept.98 qui se sont vu imposer des examens terminaux dans une matière deux semaines après la rentrée !

Pendant deux ans, on a assisté à une mise en place de la réforme Bayrou qui s'attaque au droit des étudiants salariés, qui modifie à nouveau les structures de nos modules comme en psycho-socio. Ceci entraîne des remises en cause profondes dans la conservation de nos modules acquis. Cette dernière phase de l'application de la réforme Bayrou n'épargne personne, étudiants, profs, secrétaires en raison des dysfonctionnements nombreux qu'elle engendre. L'application différenciée selon les UFR a été un frein évident au développement d'une lutte unifiée contre cette réforme. Si nous n'avons pas pu abroger la réforme Bayrou au sein d'un travail coordonné avec les autres villes en terme de mobilisations massives, nous avons parfois permis l'atténuation des conséquences graves de cette réforme. ce n'était pas notre principal objectif. Plus l'application se fait et moins nous pourrons peser pour le retrait de la réforme Bayrou a fortiori relayée par son successeur le rapport Attali.

C - L'aide sociale

De nombreuses activités étaient programmées cette année au sujet de l'aide sociale en raison des difficultés de rentrée traditionnelles qui s'articulent autour des bourses, des aides individuelles exceptionnelles, de la campagne pour l'exonération des frais d'inscription... C'est aussi la campagne en mars 98 pour les élections au C.A du CROUS qui a mis l'aide sociale d'actualité pour l'AGER - UNEF. Nous y reviendrons dans un bilan élections

Ces campagnes ont été appuyées par l'organisation pour la première fois de recensement des cas et la tentative de réunir les étudiants concernés. Ce fut le cas en novembre 97 avec deux réunions les 7 et 18 où à peine dix étudiants vinrent respectivement. Le recensement s'est donc assez bien effectué mais nous avons eu du mal à suivre les dossiers recensés, nous avons manqué de rigueur pour rappeler les étudiants. Par conséquent, aucune action collective de mobilisation au CROUS ne s'est tenue. C'est une lacune assez grave.

Peu d'habitudes de riposte collective sont prises face à ces difficultés d'aide sociale. Ceci a pour conséquence de transformer l'AGER-UNEF en « bureau d'aide sociale » pour un certain nombre d'étudiants. C'est le cas depuis sept 98 avec l'exonération des frais d'inscription. Nous avons tenu l'information mais elle est insuffisamment reliée aux revendications que nous avons sur l'aide sociale.

Plus généralement, une réforme de l'aide sociale appelée de ses vœux par Bayrou devait se concrétiser en 1997/98. Allègre a poursuivi la réflexion et a lancé son Plan Social Étudiant (PSE). De fait, la question de l'aide sociale a semblé un sujet trop brûlant à Allègre pour lancer la réforme de fond à laquelle il aspire avec des bourses au mérite et la mise en place de prêts bancaires comme il l'avait annoncé voici quelques années.

D - La défense des étudiants étrangers, l'antiracisme et l'antifascisme

Malgré la promesse de Jospin d'abroger les lois Pasqua, l'arsenal de lois racistes reste plus que jamais en place et appliqué. La lutte des Sans-Papiers se poursuit, affaiblie par trois ans de luttes, pour le droit de vivre en France. Dans ce contexte, les cas individuels d'étudiants étrangers se sont poursuivis. Certains, ayant déposé un dossier de régularisation dans le cadre de la circulaire Chevènement ont été régularisés pour un an. Cependant, de nouveaux refus de régularisation, de nouveaux Sans-papiers rentrés clandestinement pour par exemple étudier en France ou tout simplement vivre sont menacés d'expulsion ou vivent cachés, clandestins.

L'AGER-UNEF a poursuivi sa défense individuelle et son travail commencé avec l'association congolaise des étudiants de Rouen. Cependant, beaucoup d'étudiants sont « irrégularisables » selon la circulaire Marchand-Sauvé ou faute de ressources suffisantes. Ainsi, l'AGER-UNEF s'est prononcé dès que cela a existé en soutien avec le collectif de Sans-Papiers de Rouen dès septembre 98. Il est devenu l'outil de lutte pour tous ceux qui veulent combattre les lois racistes et « sauver la peau » de tous ceux qui sont et seront en situation irrégulière.

Nous avons aussi participé au combat plus général antiraciste par l'appel aux manifestations locales et nationales, l'organisation de cars et la participation à la fête antiraciste « au cœur des couleurs, l'Égalité ! » à Petit-Quevilly.

De plus, l'année 97/98 a été marquée par les mobilisations antiFN à Strasbourg et à Rouen contre la venue de Mégret. L'UNEF a mis tous ces efforts pour que les cars pour Strasbourg soient remplis et a permis à des étudiants de s'y rendre (2000f de bons de soutien et 40 places vendues). A Rouen, nous avons organisé un cortège étudiant avec beaucoup de lycéens aussi de près de 200-250 personnes contre la venue de Mégret à Rouen.

E - Les élections universitaires

Il y a eu des élections partielles en décembre 97 pour renouveler des sièges en psycho-socio-sc. de l'Educ. et les sièges du C.A. pour ce dernier UFR et l'IUT réunis en collège commun. Notre intervention dans ces élections a été bonne pou psycho-socio. Nous avons assis notre poids dans l'UFR et sommes la seconde force derrière Campus actif-AREPS. Cependant, nous n'avons pas obtenu de sièges au CA en raison des votes UNI (Syndicat des étudiants de droite) qui a fait voté à l'IUT.

Les grandes élections universitaires ont été les élections de mars 98 pour le CROUS. Nous avons présenté une liste avec les camarades de l'ACER (étudiants congolais). Cette campagne nous a permis d'intervenir directement auprès des étudiants. Nous avons commencé un travail dans les cités-u très intéressant. Les résidents du panorama ont d'ailleurs largement voté pour nous. La campagne a donc été assez bonne. Cependant, elle a confirmé la prise d'importance de l'association Campus Actif sur l'ensemble de la fac. Cette association a gagné largement ces élections en raison d'une présence permanente sur le terrain en s'adressant aux étudiants. Nous avons perdu notre première place dans ces élections.

Ces élections nous ont permis de mesurer nos faiblesses : difficultés à avoir une intervention régulière auprès des étudiants (tables dans les halls, cités-u ...) mais ont aussi confirmé nos forces par une hausse des voix pour notre liste et notre reconnaissance auprès étudiants résidents étrangers et des étudiants plus défavorisés.

F - Les luttes des salariés

Parce que nous avons des intérêts communs avec les salariés en lutte, nous avons multiplié les actions de soutien aux multiples grèves des salariés du public et du privé contre la casse des services publics, les licenciements et la déréglementation. Ainsi des soutiens aux chômeurs, aux routiers, à la TCAR, par le biais de motions, de tracts expliquant les raisons des grèves, de collectes financières...

Pour conclure sur nos activités, de nombreux domaines que nous avons souhaité inclure dans nos perspectives en nov.97 ne se sont pas concrétisés. C'est le cas des activités autour de l'organisation d'une Fiesta de l'AGER-UNEF, de l'absence d'interventions sur la question des droits des femmes, de participation aux collectifs droits des femmes, antiraciste de manière régulière...etc Tout ceci traduit les difficultés de fonctionnement dont il faut désormais faire le bilan.

2 - Bilan de notre fonctionnement

198

199

200 Comme nous l'avons déjà évoqué, l'AGER-UNEF a eu des difficultés à tenir les
201 décisions prises.

202

203

204 **A - Les adhérents**

205

206 Le nombre d'adhérents entre juin 97 et juin 98 est en baisse. On passe de 90
207 adhérents à 73 en 98. Cependant cette baisse est essentiellement due aux départs
208 d'anciens camarades. De nouveaux adhérents sont arrivés et le renouvellement a
209 commencé à s'effectuer. Ceci nous permet de commencer l'année 98 avec des
210 adhérents militants plus nombreux que l'an dernier.

211

212 **B - Les commissions et le matériel**

213

214 Nous avons eu beaucoup de difficultés à prévoir et anticiper les échéances.
215 Beaucoup de tracts ont été distribués mais sans réellement maîtriser les priorités. Le
216 Solidarité étudiante n'est sorti que pour les élections du CROUS. Cependant, des
217 efforts de lisibilité et de travail sur les tracts ont été faits.

218 Les raisons sont assez simples. Peu de commissions ont réussies à fonctionner
219 régulièrement. Cette absence de travail collectif a entraîné ces retards et ces
220 dysfonctionnements.

221

222 **C - Les différents secteurs d'intervention**

223

224 Les élections ont été un facteur structurant du syndicat. Alors qu'en lettres, nous
225 nous sommes plutôt renfermés dans les locaux sans faire de tables régulières dans le
226 hall que la COOP nous a pris beaucoup de temps, des UFR comme Psycho-socio se
227 sont consolidés mais aussi dans une moindre mesure, le travail à l'IUT nous permet
228 de toucher de nouveaux adhérents désormais en droit.

229 Les points noirs de notre activité de secteurs sont sciences et Staps pour 97/98.

230

231 **D - Le bureau**

232

233 Le manque d'anticipation et d'apparitions de l'AGER-UNEF est en partie due aux
234 difficultés pour les membres du bureau de se réunir tous ensemble chaque semaine.
235 Cela a été impossible en raison des emplois du temps de chacun, en raison aussi du
236 fait que nombre d'entre nous travaillaient en dehors de leurs études. Cette irrégularité
237 n'a pas permis une implication de l'ensemble des adhérents dans l'activité syndicale.
238 De même, il a été impossible de tenir les réunions mensuelles des adhérents
239 comme prévu qui devaient servir de lieu de discussion, de mise en commun et de
240 décision.

241

242 Cette situation a pesé jusqu'à la rentrée 98/99. Les tables d'accueil des nouveaux
243 bacheliers se sont tenues en juillet avec un nombre restreint de camarades. Celles de
244 septembre ont été inexistantes.

245

246

247 **E - Rentrée 98 : des progrès encourageants !**

248

249

250

251

252

253

254

255

256

257

258

259

260

261

262

263

264

265

266

267

268

269

270

271

272

273

274

275

276

277

278

279

280

281

282

283

284

285

286

287

288

289

290

291

292

293

294

295

296

297

Le tableau peut paraître assez noir. Nous avons cependant réussi à maintenir une apparition régulière du syndicat. Nous sommes restés le seul outil de défense au quotidien présent sur la fac depuis plusieurs années sans discontinuer. La régularité de notre existence est un atout que nombre de syndicats et d'associations n'ont pas encore acquis.

Ceci nous a permis d'effectuer la rentrée de 98/99 avec des secteurs comme psychosocio et droit en expansion. Nous avons pu tenir la campagne d'expansion commencée en juillet 98, organiser des assemblées générales contre la réforme Bayrou et ses conséquences. Ceci a regroupé des étudiants de lettres, de psychosocio... Le climat de mobilisation dans de nombreuses facs favorise notre action. De même que l'absence de mobilisation contre la réforme Bayrou contribue à un certain découragement dans l'AGER-UNEF, de même les débuts de mobilisation de rentrée contre Bayrou et désormais contre le rapport Attali, la baisse de postes aux concours... redonnent des forces pour organiser la riposte étudiante.

Ceci nous amène à faire le bilan de l'UNEF nationalement brièvement et de notre intervention spécifique dans ce cadre.

3 - L'Union nationale des Etudiants de France

L'année 97/98 pour le syndicat a été nationalement assez difficile. Suite au congrès de mai 97, plusieurs villes ont quitté l'union nationale notamment Toulouse. L'absence de matériel national pendant 6 mois à compter du congrès de mai 97 a affaibli le syndicat; La seule affiche nationale a été sortie pour les élections du CROUS de mars 98 !

Cette attitude nationale a conforté les villes (AGE) doutant de la nécessité de construction du syndicat. Strasbourg, Poitiers, Tours ont quitté l'union nationale. L'attitude de la direction de l'UNEF réside dans l'analyse qu'il faut surtout agir localement, chacun dans nos facs. Il n'y a eu aucune volonté de construire un mouvement national, des échéances nationales pour l'ensemble du syndicat et des étudiants sur l'aide sociale par exemple et a fortiori contre la réforme Bayrou.

Notre intervention

Nous avons réussi à investir de nouveaux militants dans les échéances nationales. Nous sommes désormais plus nombreux à maîtriser les enjeux et débats. Cependant, ceci a été plus individuel que collectif.

Présents à chaque échéance nationale, collectifs nationaux et bureaux nationaux où nous avons deux élus, nous nous sommes efforcés de construire une orientation alternative à celle de la direction en préparant des projets de campagne nationale en discutant avec l'ensemble des AGE en accord avec nous mais aussi en désaccord. Cette orientation permet parfois de peser sur les prises de position de notre syndicat. La période de reflux au niveau national s'est traduite par des échecs aux élections du CNESER et du CROUS. L'orientation peu mobilisatrice de l'union nationale n'a pas convaincu les étudiants en 97/98.

298 Nous avons donc choisi d'être une force de propositions dans l'union nationale pour
299 une université publique, gratuite, de qualité ouverte à tous. Nous avons tenté de
300 développer les liens entre Ages ce qui commence à porter ces fruits avec la lutte
301 contre le Rapport Attali et nous avons essayé d'impulser des campagnes communes
302 entre différentes villes. Cependant, ces campagnes nationales à notre initiative n'ont
303 pas réussi en raison du peu de temps pour centraliser, téléphoner autres villes...

304 305 CONCLUSION

306
307 Nous sortons donc affaiblis de l'année passée en terme d'habitudes de
308 fonctionnement et de débats collectifs. Cependant, notre capacité à tenir les
309 échéances de rentrée dans les mobilisations comme dans les aides et soutiens
310 individuels est évidente. Notre intervention dans certains UFR a progressé. Notre
311 poids dans l'Union nationale et la prise en compte et la compréhension de nos
312 orientations vont grandissantes avec plusieurs autres AGEs ; nous n'avons
313 cependant pas pu pesé réellement sur les villes qui ont quitté l'UNEF avec qui nous
314 partageons nombre d'orientations . nous avons maintenu en outre le contact avec
315 elles